

Édito

Notre bulletin n°1 était occupé essentiellement par la mise en route de la contribution alsacienne à la cinquième période (1939-1968) du Dictionnaire biographique du Mouvement social, plus connu sous le nom de son fondateur, le « Maitron ». Cette vaste entreprise éditoriale des Éditions de l'Atelier est désormais sur les rails : le premier volume (A-Ba) paraîtra à l'automne 2003. Onze volumes suivront jusqu'à la fin de l'année 2007. Notre équipe régionale s'est mise au travail pour rédiger les notices des principaux militants alsaciens, mais quelques renforts seraient bien utiles si nous ne voulons pas que manquent à l'appel des militants importants de secteurs essentiels. ALMÉMOS (Alsace Mémoire du Mouvement Social) n'est pas seulement le relais alsacien de l'équipe nationale du « Maitron ». Notre association a l'ambition de susciter des travaux de recherche et d'écriture sur des thématiques jusqu'alors rarement labourées de façon approfondie par les historiens de l'Alsace. C'est dans cette perspective que nous organisons le 5 octobre prochain une journée d'études et de témoignages sur la Guerre d'Algérie en Alsace.

Nous souhaitons construire ainsi, avec la rigueur scientifique qui s'impose, une Encyclopédie illustrée de l'Alsace sociale et progressiste aux XIX^e et XX^e siècles où seraient évoqués les syndicalismes des salariés et leurs luttes, les mouvements politiques de contestation de l'ordre établi (des

christianismes sociaux aux extrêmes gauches en passant par le socialisme et le communisme), les intellectuels non conformistes, les associations de toutes sortes liées à ces mouvements sociaux, les coopératives et les mutuelles, les politiques sociales démocratiques et innovantes.

Pour que ce projet ne reste pas un château en Espagne, notre association a besoin de soutiens. Depuis quelques décennies, les individus et les familles, les collectivités, les institutions, les groupements et les entreprises recherchent leurs racines, reconstituent leurs mémoires, font rédiger leur histoire. À cet effet, ALMÉMOS se tient à la disposition des syndicats, des partis, des associations, des mutuelles, des coopératives qui veulent renouer avec leur passé : l'association leur ouvre ses bases de données déjà fort riches sur les biographies de leurs dirigeants et de leurs militants et sur les grandes étapes de leur histoire ; elle peut participer, si ces collectifs le souhaitent, à la formation de leurs membres et au classement de leurs archives.

Chers lecteurs, aidez nous, dès maintenant, en adhérant à ALMÉMOS (cotisation individuelle 2002 : 10 euros) et en faisant adhérer votre syndicat, votre parti, votre association (cotisation des personnes morales : 30 euros).

Léon Strauss

Février 2002

Sommaire

.....
La guerre d'Algérie en Alsace 2

.....
Documents de travail
Chronologie, année 56 3

.....
L'autobiographie
Compte-rendu de la conférence de Philippe Lejeune 4

.....
Exemples de notices
Karcher Alice 5
Wagner Jean 5
Bibliographie de base du Mouvement ouvrier en Alsace 7

.....
Renseignements pratiques
Échéancier Maitron 7
Adresses 7
Bulletin d'adhésion 8

.....
Calendrier
Assemblée générale 16 mars 2002 8

Une journée sur la Guerre d'Algérie en Alsace.

Appel à témoignages et à contributions.

Le 10 juin 1999, l'Assemblée nationale a reconnu qu'il y avait eu de 1954 à 1962 une « Guerre d'Algérie ». Trente sept ans durant, la République considérait qu'il y avait eu, certes, à cette époque en Afrique du Nord française, des « événements », mais que les soldats n'avaient été envoyés au-delà de la Méditerranée que pour des « opérations de maintien de l'ordre ». Cette « guerre » s'était livrée, pour l'essentiel, dans les campagnes et les villes des « départements algériens ». Mais la « métropole » ne fut pas épargnée, comme en fit foi, il y a peu, la commémoration du quarantième anniversaire de la manifestation algérienne du 17 octobre 1961 à Paris et de sa répression sanglante par la police dirigée par Papon.

Notre petite chronique de 1956 à Strasbourg rappelle que l'Alsace ne fut pas épargnée. Les jeunes Alsaciens, appelés, engagés, maintenus et rappelés, participèrent aux opérations militaires. L'immigration maghrébine commençait à s'étoffer ; environ 1500 ouvriers algériens travaillaient dans le Bas-Rhin en 1956 : deux organisations, le FLN et le MNA, cherchaient brutalement à les contrôler et à éliminer leur rivale. Une grande partie de la population régionale assista, passivement, à l'interminable conflit. À l'extrême droite, à droite, et même dans quelques fractions de la SFIO, des « activistes » prenaient parti pour l'Algérie française. À gauche et dans des milieux chrétiens, certains citoyens manifestèrent, constituèrent des comités, signèrent des pétitions pour protester contre l'usage de la torture, demander la libération des emprisonnés, l'arrêt des combats et la négociation ; quelques-uns allèrent plus loin : déserteurs et insoumis, membres des réseaux de soutien au FLN. L'impact politique et culturel de ces engagements sera

durable : le refus du « national-molletisme » est à l'origine de la création des mouvements de la « Nouvelle Gauche », de l'UGS, du PSA, puis du PSU. On peut s'interroger aussi sur les liens avec l'évolution de la CFTC vers la CFDT, et plus tard, avec « mai 68 ». D'autres terrains doivent être explorés : le Parti communiste et ses annexes, le MRP, les milieux universitaires et enseignants, les étudiants et notamment l'AFGES, les mouvements catholiques et protestants, la presse régionale.

ALMÉMOS voudrait consacrer la journée du samedi 5 octobre à offrir à des témoins l'occasion de faire mémoire d'un passé peut-être refoulé. Notre Association voudrait aussi, pour la première fois en Alsace, donner la parole aux historiens et aux spécialistes des sciences humaines qui travaillent déjà sur cette période ou qui envisagent de l'étudier. La journée pourrait s'articuler autour de trois thématiques : l'évolution de l'opinion publique régionale, les Algériens en Alsace, les comités et les réseaux.

Tous ceux qui se sentent concernés peuvent prendre contact avec Léon Strauss, 6 rue Daniel Hirtz, 67000 Strasbourg (tél. 03 88 36 63 09 ; courriel : strastra@noos.fr). Transmettez aussi l'information aux témoins ou aux chercheurs, dont l'apport pourrait être utile.

À lire : Benjamin STORA, Histoire de la guerre d'Algérie (1954-1962), Éditions La Découverte, Paris, nouvelle édition : 2002 (Repères : 115), ainsi que le n°1 de Guerre d'Algérie Magazine, janvier-février 2002.

Léon Strauss

Journées d'études publiques 5 octobre 2002

La guerre d'Algérie en Alsace

- **L'opinion publique alsacienne face à la guerre**
- **Les Algériens en Alsace (FLN et MLA)**
- **Réseaux et comités**

La guerre d'Algérie en Alsace.

Rappel de quelques événements strasbourgeois de l'année 1956.

- Mars 1956 : André Mandouze, professeur de latin à la Faculté des Lettres d'Alger, cofondateur, en 1941, de «Témoignage chrétien» dans la Résistance, directeur de la revue «Consciences maghrébines», menacé de mort par les étudiants «ultras» est contraint de s'enfuir en métropole. Il est muté à l'université de Strasbourg.
- 2 mai 1956 : Réunion organisée par l'Action universitaire pour l'Algérie française à la salle de la Marseillaise ; contre-manifestation communiste.
- Début mai 1956 : A la suite d'un mot d'ordre de grève lancé par le FLN, 600 Nord-Africains arrêtent le travail dans le Bas-Rhin ; trois d'entre eux sont condamnés à six mois de prison pour entrave à la liberté du travail.
- 13 mai 1956 : Meurtre du gérant du Centre nord-africain du Polygone.
- 17 mai 1956 : Le groupe Esprit et le comité strasbourgeois pour la Paix en Algérie organisent un meeting sur l'Algérie à la Chambre des Métiers ; y prennent la parole : les professeurs Ricœur, Gaulmier, Cahen et Virally.
- 27 mai 1956 : L'ADEIF (Association des Déserteurs, Évadés et Incorporés de Force) se prononce pour l'emploi des « moyens appropriés », politiques et militaires, « pour le maintien de l'unité de la Nation et la sauvegarde de la présence et des intérêts français en Algérie ».
- 7 juin 1956 : Conférence d'un avocat de Philippeville organisée par le Centre d'action universitaire pour l'Algérie française à la salle de la Bourse ; contre-manifestation communiste.
- 8 juin 1956-: Réunion pour la paix en Algérie organisée par les syndicats de cheminots CGT à Schiltigheim.
- 9 juin 1956 : Manifestation de rappelés à la caserne Stirn ; ils lancent dans la rue des effets militaires et du mobilier et sont soutenus, de l'extérieur, par quelques militants communistes.
- juin 1956 : Les étudiants algériens membres de l'UGEMA ont presque tous observé l'ordre de grève des examens.
- 5 juillet 1956 : Le mot d'ordre de grève générale lancé par le FLN à l'occasion du 126^e anniversaire de la prise d'Alger est observé par 90 % des travailleurs algériens.
- Août 1956 : Le FLN appelle les Algériens au boycott du tabac français. Le même mois, une trentaine de fonctionnaires de la police urbaine de Strasbourg sont envoyés pour six mois en Algérie.
- 20 août 1956 : 40 stagiaires nord-africains du Centre de formation professionnelle des adultes de Strasbourg se sont mis en grève ; les meneurs sont licenciés.
- 9 novembre 1956 : Le professeur Mandouze est arrêté à Strasbourg et transféré à Paris, où il est inculpé de «tentative de démoralisation de l'armée et de la nation» et incarcéré à la prison de la Santé. L'AFGES proteste contre «le maintien sous les verrous d'un homme auquel ses mérites personnels comme savant et comme éducateur, le caractère et le courage dont il a donné tant de preuves, comme combattant de la résistance, auraient dû procurer, pour le moins, quelques égards».
- 19 décembre 1956 : Libération d'André Mandouze.

Source principale :

Rapports mensuels du commissaire central et des renseignements généraux (Archives départementales du Bas-Rhin, 544 D 11).

Léon Strauss

L'autobiographie : histoire vécue, histoire reconstruite, histoire officielle ?

Compte-rendu des journées sur l'Autobiographie des 9 et 10 novembre 2001

Nos journées d'études publiques de novembre consacrées à l'autobiographie ont rassemblé près d'une centaine de personnes. Voici un aperçu de la première conférence. Les autres seront résumées dans nos prochains bulletins.

Enjeux et stratégies de l'autobiographie

L'autobiographie : pacte de vérité et pacte relationnel

Ph. Lejeune a défini le pacte autobiographique comme l'engagement pris par une personne réelle de raconter sa vie dans un critère de vérité. Cette pratique se distingue de la biographie en ce que l'autobiographe ne raconte pas forcément toute sa vie ni toute la vérité.

Le pacte est aussi une demande de reconnaissance, et d'une certaine façon, un acte de séduction. D'où l'ambivalence générale du genre autobiographique : le lecteur est fasciné par la vérité et méfiant devant la tentative de séduction.

Autobiographes et historiens

Il se trouve qu'en général les historiens n'aiment pas les autobiographes, car ils les placent en situation de concurrence. Les historiens préfèrent les traces, mêmes modestes des archives, aux récits de vie dans lesquels la construction historique est déjà faite. Ils attendent de l'autobiographe qu'il dise : « Je ne suis pas une source ». Or, aujourd'hui, l'autobiographie est devenue un fait historique, comme en témoignent les polémiques autour des témoignages sur la Grande guerre, Hiroshima ou la Shoa. Il ne peut plus être question de l'ignorer.

Pour Ph. Lejeune, la position du Maitron est intermédiaire et sympathique : le militant prend la parole comme témoin de l'action collective. Il fait le parcours inverse de l'historien. Mais il est alors nécessaire qu'une connivence s'établisse entre l'historien et lui, pour atténuer les rapports de pouvoir entre les scientifiques et les

« autres ».

Quelques conseils pratiques pour les collaborateurs du Maitron : Le champ du vivant (la période 1939-1968) est dangereux. Les vivants sont parfois embarrassants car on peut leur faire du bien et du mal en sollicitant leurs souvenirs. On peut être soi-même interpellé. Quelques précautions s'imposent donc.

En premier lieu, il faut éviter de faire rédiger leur notice par les intéressés, car parler de soi à la 3^e personne, de façon sérieuse et brève relève d'un jeu pervers. Ensuite, il faut considérer que traiter le « bioté » comme une simple source d'archives peut ressembler à un questionnaire d'examen de sortie, ce qui n'est pas gratifiant.

Si l'on accepte l'histoire orale avec ses risques, il faudra veiller à :

- tenir un journal de bord, ce qui permettra de faire l'inventaire du champ de curiosité de l'interviewé pour situer la valeur de l'information recueillie.
- interviewer les gens chez eux, comme un invité.
- avoir un contrat clair avec la personne interviewée : qui aura accès à l'information, par quel canal, pour quoi faire ?
- poser des questions précises plutôt que laisser raconter sa vie. Le pacte relationnel sera ainsi réel : c'est vous qui légitimerez la vie de la personne interrogée.
- s'identifier au destinataire mental de la personne interrogée, afin d'entrer en sympathie avec lui (quitte à se taire hypocritement à certains moments).
- apprendre à se taire le plus possible. Ne pas avoir peur du silence. Ne pas rompre le rythme du récit.
- retranscrire les interviews: la transcription va faire apparaître l'implicite.
- revenir au moins une seconde fois car il se passe souvent des

choses importantes dans le travail de mémoire entre les deux rendez-vous.

- ne pas laisser « tomber » les gens ensuite.
- faire un catalogage précis des archives constituées. Ne pas laisser les bandes et les disquettes moisir dans des placards privés.

Coordonnées utiles :

Association pour l'autobiographie et le patrimoine autobiographique
La Grenette
10, rue Amédée Bonnet
01500 Ambérieu en Bugey
04 74 38 37 31
grenette@wanadoo.fr

Françoise Olivier-Utard

KARCHER Alice

Alice HAMM, épouse KARCHER
Née le 22 décembre 1919 à
Strasbourg (Bas-Rhin).
Morte le 18 octobre 1974, à
Strasbourg (Bas-Rhin).

Dirigeante de l'UFF, communiste.
Secrétaire départementale de
l'UFF, membre du bureau fédéral
du parti communiste du Bas-Rhin.

Alice Hamm était la fille d'un
appariteur du théâtre muni-
cipal de Strasbourg (aujourd'hui
Opéra de Strasbourg). Elle était
la cinquième de six enfants. Ses
parents étaient catholiques, plutôt
de gauche. La famille était très
pauvre, presque abandonnée
par le père, et vivait dans une
ancienne caserne convertie en cité
pour démunis, rue de Molsheim,
près de la gare de Strasbourg. A.
H. alla à l'école jusqu'à douze ans
et entra immédiatement dans
la vie active, ayant trouvé un
emploi dans une fabrique de boîtes
métalliques (Hirschfeld, rue de
Bouxwiller).

Elle milita très tôt, dès 1937, à
l'Union des jeunes filles d'Al-
sace (nom particulier à l'Alsace
pour l'Union des jeunes filles
de France). Elle pratiqua l'Agit
prop, avec Irmgard Roeslin (voir
ce nom). Comme beaucoup de
jeunes Alsaciennes, elle cessa de
travailler après son mariage, en
mai 1939, avec Marcel Karcher,
marin. La famille fut évacuée en
Dordogne en septembre 1939,
mais revint en Alsace annexée
en 1940. Pendant la durée de la
guerre, l'appartement des Karcher,
situé dans un ancien couvent, au
15 de la rue d'Austerlitz, (quartier

populaire de la Krutenau), servit
de boîte aux lettres. La configu-
ration des lieux permettait aussi
de cacher facilement des gens :
son plus jeune frère, incorporé de
force dans l'armée allemande et
déserteur du front russe, et un
résistant, Charles Gangloff, y trou-
vèrent refuge.

Après la guerre, Marcel Karcher
entra à la SNCF, à Strasbourg
d'abord, puis au dépôt de Haus-
bergen. Il adhéra à la CGT et au
parti communiste. Alice adhéra,
elle aussi, au parti communiste.
Elle milita beaucoup, malgré
ses quatre enfants. Elle suivit
les écoles du parti organisées au
niveau régional, et une école cen-
trale à Ivry en 1949. C'était une
féministe très combative. Elle
passait, aux yeux des responsa-
bles parisiens, pour la « mascotte
du parti alsacien ». Elle entra au
comité fédéral du Bas-Rhin en
1947. Elle remplaça Suzanne Fath
(voir ce nom) comme représen-
tante de l'UFF au bureau fédéral
en 1949 et y fut réélue jusqu'en
1956, après quoi elle fut à nou-
veau membre du comité fédéral de
1957 à 1959. Elle avait pendant
un temps été pressentie pour le
comité central. Son franc-parler
et son activité débordante déran-
geaient toutefois les hommes de la
fédération du Bas-Rhin. Députée
mais non vaincue, elle se tourna
alors uniquement vers l'UFF, et
y entraîna, une à une, presque
toutes les épouses des camarades
du comité fédéral. L'objectif de
l'UFF était d'aider les femmes
dans leur vie quotidienne et les
amener à la conscience politique.
L'UFF disposait d'un local, à la
Maison des Syndicats, rue Sédillot.
Les militantes ouvrirent une

permanence de renseignements
sociaux, de secours aux femmes
battues (qui étaient nombreuses
dans le Bas-Rhin). Un service
de prêt à domicile de machines
à laver, à coudre, à tricoter fut
aussi mis sur pied. C'était aussi
l'époque des fêtes, des bals popu-
laires et des tombolas. L'idée
naquit d'une colonie de vacances
pour les enfants des quartiers
ouvriers de Strasbourg : Meinau,
Neudorf, Krutenau, Port du Rhin.
Il fallut réunir 5000 F, sou à sou,
jour après jour, au porte à porte.
En 1953, La Hingrie, une ancienne
grosse ferme du Haut-Rhin (com-
mune de Rombach-le-Franc), fut
achetée. Maris et fils réparèrent
bénévolement le bâtiment. La
colonie ouvrit en 1955, pour deux
sessions de 40 enfants chaque
année. Elle fonctionna jusqu'en
1962, date à partir de laquelle les
bons de vacances que recevaient
les familles ne suffisaient plus
à couvrir les frais de séjour des
enfants. Les bâtiments fonctionnè-
rent alors comme maison familiale
pendant quelques années, puis
furent vendus, les travaux d'entre-
tien et de mise aux normes étant
trop élevés.
Alice Karcher mourut à 54 ans,
d'un cancer.

Sources : Entretien avec deux
de ses filles, le 30-9-1998. ADBR
544D40.

Françoise Olivier-Utard

WAGNER Jean

Frédéric Jean Wagner
Né le 6 mars 1894 à Colmar
(Haute-Alsace, Alsace-Lorraine),
mort le 19 septembre 1956 à Mul-
house (Haut-Rhin) ; typographe,
puis journaliste à Mulhouse ; mili-
tant du SPD et du Parti socialiste
SFIO, ainsi que du syndicat du
Livre CGT ; président du syndicat
typographique CGT de Mulhouse
de 1920 à 1935, président de la
section SFIO de Mulhouse de 1925

à 1940 et de 1944 à 1956, direc-
teur politique du journal socialiste
Le Républicain du Haut-Rhin,
vice-président du Comité départe-
mental de Libération du Haut-
Rhin, adjoint au maire de 1927
à 1940 et de 1944 à 1947, puis
maire de Mulhouse en 1947 et
de 1953 à 1956, député du Haut-
Rhin de 1945 à 1956, conseiller
de l'Union française en 1956. Fils
d'Adolphe Wagner, ouvrier, et de
Caroline Philippe, Jean Wagner
est né le 6 mars 1894 à Colmar en
Alsace annexée par l'empire alle-

mand. Il fit dans sa ville natale
un apprentissage de typographe.
C'est à Colmar qu'il adhéra, dès
l'âge de 18 ans au syndicalisme
libre (c'est-à-dire social-démocra-
te) et au Parti social-démocrate.
Il s'établit ensuite à Mulhouse.
Il épousa le 13 juin 1918 à Stut-
tgart (Wurtemberg, Allemagne)
Guillaumette Lindacker. En 1920,
il était linotypiste au Republi-
kaner, quotidien de la fédération
socialiste SFIO du Haut-Rhin. De
1920 à 1935, il présida le Syndicat
typographique de Mulhouse (177e

section de la Fédération française des Travailleurs du Livre CGT). Resté fidèle à la conception réformiste du syndicalisme, il fut en 1921 secrétaire administratif de l'Union départementale du Haut-Rhin des syndicats CGT, au côté d'Alexandre Eisenring (voir ce nom). Dès 1922, il quitta le clavier de la linotype pour prendre la succession de Jean Martin (voir ce nom) à la rédaction du journal. Il fut le directeur politique et l'éditorialiste du *Republikaner/ Républiquein* du Haut-Rhin et le gérant de son imprimerie, l'imprimerie Union, de 1928 jusqu'à son décès. De 1925 à 1940, et après la Libération, il présida la section socialiste de Mulhouse. Il fut candidat sans succès aux élections législatives de 1928 et de 1932 à Thann (Haut-Rhin) contre l'UPR Brom, puis à Mulhouse-Ville en 1936 contre le démocrate Wallach et contre Féga, soutenu par l'extrême droite, lors de l'élection partielle d'avril 1939. Dès 1923, à la faveur d'une élection partielle, Jean W. était entré au conseil municipal de Mulhouse. La confiance du maire Wicky (voir ce nom) lui valut d'accéder à un poste d'adjoint en 1927 à la mort de Joseph Gsell (voir ce nom), puis de premier adjoint en 1935. Une de ses activités les plus importantes, après le déclenchement de la crise économique, fut la gestion du fonds de secours aux chômeurs dans une ville qui comptait plus de 4 000 demandeurs d'emploi à la fin de 1934. Il acquit rapidement une réputation d'expert de la gestion communale : il fut l'un des fondateurs en 1929 de l'Association des maires du Haut-Rhin, dont il fut plus tard président, puis vice-président. Très sensible à la menace hitlérienne, il fit de son journal dès 1933 l'un des organes les mieux informés sur les réalités du III^e Reich dans la presse française, et de Mulhouse une plaque tournante de l'aide aux réfugiés allemands et à la résistance social-démocrate. Il présida en 1936 le comité départemental du Rassemblement populaire. Jean Wagner quitta Mulhouse le 15 juin 1940 et se réfugia à Toulouse (Haute-Garonne), d'où il collabora à la presse socialiste suisse. En 1941, il participa à la fondation du Groupement d'entraide des réfugiés d'Alsace et de

Lorraine (GERAL), ainsi qu'aux activités clandestines du Parti socialiste. Il passa à la clandestinité après l'occupation de la Zone Sud par l'armée allemande. Dès le 28 novembre 1944, il rentra à Mulhouse libérée avec le maire Wicky. Nommé vice-président du Comité départemental de Libération, il fut blessé le 14 décembre 1944 par un obus allemand aux deux jambes et resta handicapé sa vie durant. Il assura la direction des affaires municipales durant la maladie du vieux leader socialiste. À la suite de la démission de ce dernier, il fut élu maire le 3 janvier 1947 par une coalition des socialistes, des communistes et du groupe de la Résistance. L'essor soudain du gaullisme politique lui fit perdre la mairie, après les élections d'octobre 1947, au profit du RPF Gander. En mai 1953, il retrouva le siège de maire contre le RPF Obringer au bénéfice de l'âge. Dans un premier temps, les groupes de droite lui refusèrent tout soutien et il fut obligé de constituer une municipalité minoritaire, entièrement socialiste, à laquelle les communistes proposèrent vainement leur appui. Un compromis, dû à l'indépendant J.-J. Dollfuss, inaugura la formule d'« Entente municipale » et donna le poste de premier adjoint au MRP Wasmer. Ainsi s'amorçait l'évolution de Jean Wagner et son dauphin Emile Muller (voir ce nom) vers un centrisme gestionnaire. Cette municipalité entama un vigoureux effort pour mettre fin à la crise du logement populaire avec la construction de la cité HLM de la Mertzau (citée Jean Wagner) et de la cité Victor Hugo. Elle jeta les bases de l'aménagement du centre de Mulhouse, en achetant l'ancienne usine de la Dentsche, préliminaire de la réalisation de la place de l'Europe. Tête de liste SFIO du Haut-Rhin depuis 1945, Wagner siégea aux deux Assemblées constituante (1945-1946) et aux Assemblées nationales élus en 1946 et 1951. Sa compétence en matière communale en fit l'un des auteurs, en 1947, de propositions de loi sur le Code municipal et sur le statut des agents communaux. En 1953, il fut élu président de la commission de l'Intérieur ; pourtant, il intervint peu à la tribune du

Palais-Bourbon, sauf sur des questions concernant l'Alsace : ainsi en 1946, pour contester le maintien de la législation concordataire. En février 1953, il participa à toutes les démarches des parlementaires non communistes d'Alsace au sujet du procès de Bordeaux et fut l'un des huit députés socialistes qui votèrent l'amnistie pour les incorporés de force impliqués dans le massacre d'Oradour. En 1954 et 1955, il présida des missions parlementaires en Algérie, à l'issue desquelles il déclara que l'insurrection nationaliste pouvait être maîtrisée par des réformes d'ordre social. Le système des apparentements, qui lui avait permis de conserver le dernier siège parlementaire socialiste en Alsace en 1951, joua contre lui le 2 janvier 1956. Une coalition du MRP et des Républicains sociaux (ex-RPF) ne lui permit pas de profiter de la remontée sensible des voix SFIO, due à l'absence d'une liste mendésiste dans le Haut-Rhin. Le Parti socialiste le désigna alors pour siéger à l'Assemblée de l'Union française, mais son décès subit réduisit singulièrement la durée de ce dernier mandat. Président départemental de la Ligue de l'Enseignement, président d'honneur de la fédération du Haut-Rhin de la Ligue des droits de l'homme, Jean Wagner était chevalier de la légion d'honneur et titulaire de la Croix de guerre 1939-1945.

Œuvres : 50 Jahre Buchdrucker-Organisation zu Mülhausen, Mulhouse, 1923 - Dix années d'activité municipale 1925-1935, Mulhouse, 1935 - Une génération d'activité municipale, Mulhouse, 1947.

Sources : Die Mülhauser Volkszeitung, devenue en novembre 1918 *Der Republikaner* - Le Républicain du Haut-Rhin - L'Alsace, Mulhouse, 20 septembre 1956 - Le Nouvel Alsacien, Strasbourg, 20 septembre 1956 - Le Nouveau Rhin français, Colmar, 20 septembre 1956 - Le Républicain d'Alsace, Mulhouse, 24 septembre 1956 - A la mémoire de Jean Wagner, Mulhouse, 1956 - E. Muller, Jean Wagner, Bulletin de la Société Industrielle de Mulhouse, 1962, n°1, p.39-40 - R. Wagner, La vie politique à Mulhouse, Mulhouse, 1976 - G.

Exemples de notices

Livet et R. Oberlé (dir.), Histoire de Mulhouse, Strasbourg, 1977 — L. Tinelli, Les travailleurs du Livre dans le mouvement ouvrier. Cent années du Livre à Mulhouse, Mulhouse, 1981 — J.-M. Bockel, E. Riedweg, Mulhouse, son passé, son avenir, Mulhouse, 1983 — B. Fischbach, Ces Maires qui ont fait Mulhouse, Mulhouse, 1983, p.89 — Encyclopédie de l'Alsace, t.12,

Strasbourg, 1986, p.7658-7659 — Maitron, 43, 1993, p.328-329. — Nouveau Dictionnaire de Biographie alsacienne, fascicule n°38, Strasbourg, 2002 (à paraître).

Léon Strauss

Bibliographie de base du mouvement ouvrier en Alsace

Hartmut-D. SOELL, Die sozialdemokratische Arbeiterbewegung im Reichsland Elsass-Lothringen 1871-1918, Dissertation (= thèse), Heidelberg, 1963.

Marcel THOMANN, Orientation bibliographique et directions de recherches, dans: Artisans et ouvriers d'Alsace, Strasbourg, 1965, p.469-490.

Bernard REIMERINGER, Un communisme régionaliste ? Le communisme alsacien, dans GRAS et LIVET, Régions et régionalismes en France, Paris, PUF, 1977.

Léon STRAUSS, Monde ouvrier et mouvement ouvrier du XVIII^e siècle à la Seconde Guerre mondiale, dans : P. KLEIN, L'Alsace, Paris, Editions d'Organisation, 1981.

François IGERSHHEIM, L'Alsace des notables 1870-1914, bf Editions, Strasbourg, 1981.

Encyclopédie de l'Alsace, 12 vol. Ed. Publitotal, Strasbourg, 1982-1987 : entrées « Front populaire » (Richez), « Grèves » (Richez-Strauss), « Ouvriers » (Strauss), « Parti communiste » (Frantz), « Parti communiste-opposition » (Richez), « Pouvoir historique » (Lerch), « Révolte de mai 1968 » (Richez), « Révolution de novembre 1918 » (Richez), « Socialisme » (Strauss), « Syndicalisme des salariés » (Strauss), « Vie politique » (Wahl).

Jean-Claude RICHEZ, Léon STRAUSS, François IGERSHHEIM, Stéphane JONAS, 1869-1935, Jacques Peirottes et le Socialisme en Alsace, bf. Editions, Strasbourg, 1989.

Jean-Claude RICHEZ, Léon

STRAUSS, Le mouvement social de mai 1968 en Alsace, Revue des Sciences Sociales de la France de l'Est, Strasbourg, 1989.

Alfred WAHL et Jean-Claude RICHEZ, La vie quotidienne en Alsace entre France et Allemagne 1850-1950, Paris, Hachette, 1993.

Nombreuses biographies de dirigeants et de militants alsaciens (et lorrains originaires d'Alsace) dans les quatre premières périodes du Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français 1789-1939, 44 volumes en version papier publiés depuis 1964 aux Editions ouvrières / Editions de l'Atelier, un seul disque en version Cd-Rom, dans l'Encyclopédie de l'Alsace, dans le Nouveau dictionnaire de Biographie alsacienne, publié par la Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace, 9 rue de Londres, 67000 Strasbourg, 37 fascicules parus (A-U). Ce travail sera complété et développé dans les prochains numéros de ce bulletin.

ALMÉMOS prie ses lecteurs de lui communiquer les titres d'ouvrages, d'articles, de travaux universitaires, de publications commémoratives, d'autobiographies, etc. qui pourront compléter cette liste.

Urgent-: échéancier du « Maitron »

Les listes et les notices des lettres A à D doivent être remises pour la fin février 2002.

Prendre contact avec Léon Strauss.

Adresses

Président
Léon Strauss
6 rue Daniel Hirtz
67000 Strasbourg
03 88 36 63 09
courriel : strastra@noos.fr

Secrétaire
Patrick Auzende
12 rue de Bienne
67000 Strasbourg
03 88 52 14 29
courriel : auzende@yahoo.fr

Trésorière
Françoise Olivier-Utard
18 rue de l'Observatoire
67000 Strasbourg
03 88 61 81 03
courriel : françoise.olivier-utard@gersulp.u-strasbg.fr

Site Maitron
www.maitron.net

almemos@yahoo.fr

Gérant de la publication
Léon Strauss

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE D'ALMÉMOS

SAMEDI 16 MARS 2002, 9 h 15 – 12 h 30

Pôle Européen de Gestion et d'Economie

61, avenue de la Forêt-Noire, Strasbourg — Salle 104

Ordre du jour

- Rapport d'activité
- Rapport financier
- Élection du bureau
- Perspectives :
 - préparation de la journée d'études et de témoignages sur la guerre d'Algérie en Alsace (5 octobre 2002)
 - rencontre internationale (Alsace – Allemagne – Suisse – Luxembourg)
 - projet d'encyclopédie illustrée de l'Alsace sociale et progressiste aux XIX^e et XX^e siècles
- Divers

SAMEDI 16 MARS, 15 h
Librairie Kléber

Présentation du Dictionnaire biographique de l'Internationale communiste

Claude Pannetier
maître de conférences Paris Villetaneuse

Bulletin d'adhésion

à renvoyer à l'association ou à la trésorière

Nom Prénom

Adresse

Téléphone

Courriel

demande d'adhérer à l'association Alsace Mémoire du Mouvement Social.

Montant de la cotisation pour l'année 2001 :
50 F (particuliers) — 200 F (personnes morales)

- Règlement par chèque à l'ordre d'Almémós
- Règlement par virement : CME – 67, rue Jean Monnet – BP 63 – 67038 Eckbolsheim

Compte 10278 · 01900 · 00031082145 · 39

Date

Signature
